Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 23 (1996)
Heft: 3

Artikel: Les PME - pilier de l'économie suisse : petites entreprises - bon soutien
Autor: Raupp, Judith
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-912434

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

tion en tant qu'Etat n'est plus en mesure de moduler le rapport entre le global et le local. Aussi apparaissent des phénomènes nouveaux de régionalisation: la Suisse se défend dans une mesure croissante non plus en tant que Suisse, mais en tant qu'ensemble de macrorégions cantonales. Le Mittelland, la Regio Basiliensis, la Suisse centrale, l'Arc lémanique et la Suisse orientale ont fait jouer le réflexe identitaire afin de se renforcer et d'affronter les défis externes. Mais ces réflexes identitaires doivent être gérés et tempérés, faute de quoi la cohésion nationale risquerait effectivement d'en ressortir affaiblie.

Comment peut-on alors éviter une déchirure du tissu social et fédéral?
La société civile doit redécouvrir la solidarité, compter davantage sur elle-même que sur l'intervention de l'Etat. Tel est le défi qu'il s'agit de relever. La réussite de la Suisse lors de la révolution industrielle du siècle dernier a été possible grâce à la capacité de croissance de la société civile. Et non seulement en termes économiques. Le cas de l'industrie neuchâteloise démontre que la réponse aux défis doit être collective. Dans les années septante, le secteur horloger de ce canton a vécu une crise dramatique: 60% des emplois ont disparu. Mais aujourd'hui, la région s'est relevée grâce à sa capacité à mettre à profit un savoir collectif. Et les entreprises spécialisées dans la micromécanique se sont converties à la microélectronique. Ceci est un exemple dans la vraie tradition helvétique.

Quel est l'enseignement à tirer pour le reste du pays?
Le rôle de la Suisse en tant que nation est de chapeauter les stratégies régionales et de contenir les disparités en promouvant la cohésion interne. Ce sont les espaces macrorégionaux – avec 1 à 2 millions d'habitants – qui doivent unir leurs forces pour répondre aux défis de l'économie mondiale. Envers l'extérieur, la Suisse en tant que nation doit défendre ses macrorégions et conduire une politique d'intégration économique au niveau européen, continental et mondial. Sans oublier les relations avec le tiers monde; car ne penser qu'aux économies développées conduirait à la ruine de l'économie mondiale.

Dans certains cantons, le chômage dépasse 8%. Partagez-vous l'analyse selon laquelle il s'étendra encore?
Le problème de l'emploi en Suisse est en grande partie structurel: nous devrons donc encore nous attendre à des pertes de postes de travail. Tous les secteurs autrefois protégés – du textile aux machines – vont être en outre redimensionnés. De plus, le travail a aujourd'hui un rôle différent dans le monde économique: la révolution technologique permet de créer de la richesse sans créer d'emplois. Il s'agit donc de penser à une répartition différente de la richesse.

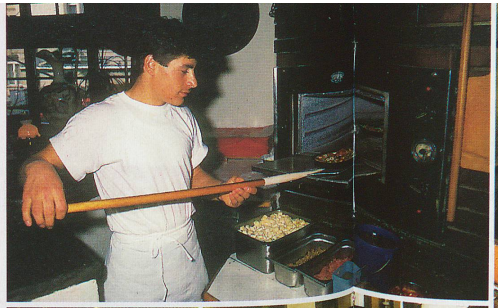
La décision de rester en marge de l'Europe a-t-elle pénalisé l'économie suisse?
A brève échéance, oui, mais il ne faut pas dramatiser. Le «non» à l'EEE n'est pas une fermeture, mais un besoin de réflexion. Dans le passé, le succès de la Suisse s'est fondé sur sa capacité à affronter le monde en partant d'une grande cohésion interne, construite autour d'un corporatisme démocratique et basée sur le dialogue entre les différentes forces en présence. Aujourd'hui, les conditions de cette stratégie conçue à l'échelle nationale n'existent plus. La Suisse doit donc s'adapter aux nouvelles exigences, sans toutefois perdre son identité.

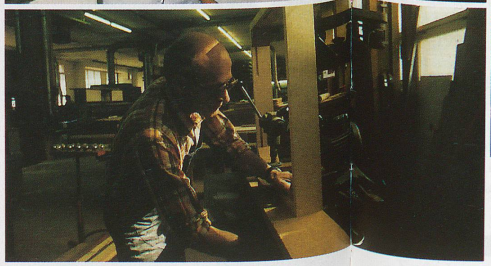
Interview: Ilaria Bignasci ■

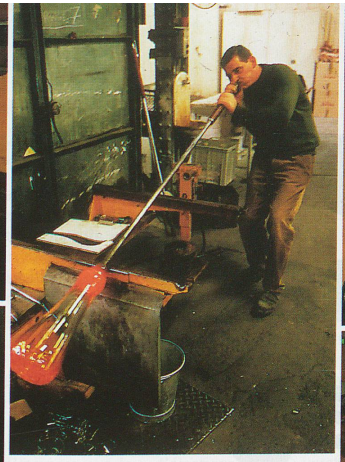
*Développée dans l'ouvrage «Leggere la Svizzera» (Lire la Suisse). Essai politico-économique sur l'organisation et le devenir du modèle helvétique, Ed. Casagrande, Bellinzona, 1995 (traduction anglaise en préparation).

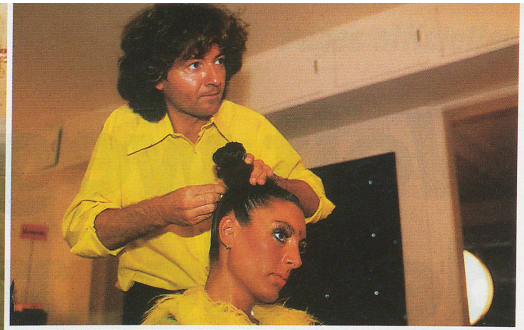
Universitaires sans emploi: invitation à la prise en charge

Plus de 6% des diplômés universitaires sont sans emploi un an après la fin de leurs études. Leur handicap: leur manque de sens pratique. C'est pour y remédier que l'Association internationale des étudiants en sciences économiques (AIESEC) organise chaque année à l'Université de Lausanne un forum, qui permet a plus de 200 étudiants des différentes facultés de rencontrer les recruteurs de l'économie. Dans un premier temps, les entreprises présentent leurs activités et leurs besoins. Elles reçoivent en retour les curriculum vitae des futurs diplômés et choisissent ceux qu'elles souhaitent rencontrer. Suit une période de préparation pour les étudiants et enfin les entretiens eux-mêmes, qui déboucheront sur une centaine d'embauches.
PAT









Que ce soit dans le secteur des services ou dans l'industrie, les petites et moyennes entreprises constituent le principal soutien de l'économie suisse. (Photos: RDZ)

Les PME – pilier de l'économie suisse

Petites entreprises – bon soutien

La Suisse se trouve en pleine période de mutation structurelle. Les petites et moyennes entreprises (PME) peuvent en atténuer les effets. Les politiciens et les entrepreneurs ne sont cependant pas encore d'accord sur la manière.

La Suisse a typiquement une structure de PME», déclare Rudolf Walser du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie. Par PME, il entend les petites et moyennes entreprises qui emploient moins de

*Judith Raupp**

500 personnes. Les statistiques corroborent son affirmation. Près de 98 pour cent des entreprises du secteur industriel et des services sont de petites et moyennes entreprises. Elles procurent 60 à 65 pour cent de l'ensemble des emplois.

C'est pourquoi les économistes prêtent aux petites et moyennes entreprises un effet de stabilisation de la conjoncture, car elles contribuent au maintien de l'emploi et d'une structure économique régionalement équilibrée. Ce n'est pas pour rien, par exemple, que la région de Bâle met dorénavant tous ses espoirs dans les petites et moyennes entreprises. Elles devraient absorber les quelque 3000 travailleurs qui se retrouveront sur le pavé par suite de la création du nouveau géant pharmaceutique Novartis, né de la fusion entre Ciba et Sandoz.

L'économie suisse a depuis toujours compté une forte proportion de petites et moyennes entreprises, explique Rudolf Walser. Mais cette part a tendance à se renforcer encore ces derniers temps, constate le porte-parole du Vorort. La raison tient au comportement des grandes entreprises. Ces dernières transfèrent une partie croissante de leur production à l'étranger, où elles paient des salaires et charges annexes moins élevés. De surcroît, elles donnent de plus en plus de travaux en sous-traitance, parce que le degré de transformation s'est accentué. Ces deux facteurs, la délocalisation et ce qu'on appelle «l'outsourcing», offrent de nouvelles possibilités aux petites et moyennes entreprises.

Mutation structurelle

Ce double phénomène est attesté par le Registre du commerce. Malgré la situation conjoncturelle difficile, le nombre de sociétés nouvellement créées est plus important que celui des entreprises qui font faillite, relève Rudolf Walser. C'est pour lui une indication du rôle important que jouent les PME dans l'ajustement des structures.

Mais au fond, que signifie mutation structurelle? En 1954 déjà, Jean Fourastié, économiste français, prédisait qu'à la faveur de l'évolution de l'économie d'un pays, l'agriculture (secteur primaire) en premier, puis l'industrie (secteur secondaire) perdraient de leur importance au profit des services (secteur tertiaire). Pour la fin du 20e siècle, il prévoyait que le secteur des services offrirait 80 pour cent des emplois et les deux autres secteurs chacun 10 pour cent.

Promouvoir l'économie, mais comment?

Les faits n'ont pas (encore) donné entièrement raison à Fourastié. Les statistiques nous apprennent que l'agriculture et la sylviculture emploient 161 000 personnes (env. 4%), l'industrie 1 109 000 (env. 29%) et les services 2 531 000 (env. 67%). Mais pour ce qui est de la tendance, Fourastié ne s'est manifestement pas trompé. Toujours est-il qu'avec 234 milliards de francs, le secteur tertiaire représente bien 66 pour cent de la valeur ajoutée, alors que la part de l'industrie, avec 110 milliards de francs, est de 31 pour cent et celle de l'agriculture, avec 10 milliards, est de 3 pour cent.

Walser conclut que si, dans les deux secteurs ayant la plus forte valeur ajoutée, les petites et moyennes entreprises dominent, il faut aussi les promouvoir. Car, à son avis, ce sont précisément des PME qui peuvent déclencher la croissance tant souhaitée. Une vive controverse a éclaté à ce propos entre politiciens et entrepreneurs en Suisse. Les uns se disent prêts à soutenir les PME. Les autres, petits entrepreneurs et représentants de la classe moyenne, se plaignent amèrement de l'apparition constante «de nouvelles embûches».

«Une PME qui voudrait respecter toutes les obligations découlant des dispositions légales en matière fiscale, fiduciaire, de droit du travail, de procédure d'autorisation devrait travailler pendant environ deux mois uniquement pour l'Etat», déclare Rudolf Walser, qui se réfère à une étude du Vorort datant de 1986. Il estime que, depuis lors, les charges ont encore plutôt augmenté. Il donne pour exemples les lois relatives au travail et à la protection de l'environnement.

Il entre là sur un terrain il est vrai fort délicat. Faut-il, pour sortir du marasme économique, sacrifier l'environnement et les acquis sociaux? Au cours des années à venir, les Suisses devront bien réfléchir à la réponse qu'ils entendent donner à cette question. ■

*Judith Raupp est rédactrice économique à la «Basler Zeitung»